

EDITORIAL

Ce que la crise ukrainienne nous dit de l'Union européenne

Christophe Boutin

Directeur des programmes de l'OEG

Avoir une idée même approximative de la situation en Ukraine en cette fin 2014 semble un exercice des plus ardu. Comment en effet connaître les attentes réelles des populations concernées au vu de la bataille de l'information à laquelle se livrent les deux camps, s'accusant mutuellement des pires dérives extrémistes? À quoi il faut ajouter le tropisme systématiquement « anti-poutinien » de nombre de médias occidentaux, toujours acharnés à démontrer que la paix ne peut naître que de l'autodénigrement et du renoncement à son histoire... Quoi qu'il en soit, il est difficile de ne pas voir dans le traitement de cette crise une preuve de l'échec de la politique menée par une Union européenne qui ne sait pas exister dans les domaines des relations internationales et de la défense.

Le premier échec vient en effet de l'absence de politique étrangère clairement définie. Les États membres, et on ne saurait le leur reprocher, entendent mener leur propre politique en tenant compte de leurs propres intérêts, énergétiques, économiques, financiers, stratégiques, et des divers contrats, traités ou alliances qui les arment à des États qui ne sont pas membres de l'Union. Le poids de l'histoire joue bien sûr, celui de la dictature imposée à l'Europe de l'Est par une Union soviétique au communisme meurtrier... Les poids divers des échanges économiques ou énergétiques avec la Russie ensuite ne peuvent pas être sans impact sur la gestion du dossier ukrainien. Certes, médiatiquement, on semble voir l'Union communier dans un même rejet de la « Russie-puissance », mais une posture indignée ne fait une politique étrangère, et l'inexistence dans ce dossier de la baronne Ashton, le Haut Responsable de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune de la Commission Barroso, a traduit l'incapacité de l'Union à en définir une.

Pour aller plus loin que cet échec de la définition d'une ligne claire en politique étrangère, il faut s'interroger sur une autre faiblesse de l'Union, révélée par la vigueur de la réaction russe à l'accord d'association signé le 27 juin entre l'Ukraine et l'Union. La Russie a en effet beau jeu de rappeler que l'Union dite « européenne » n'est pas seulement européenne et que se profile derrière elle la silhouette de l'ancien protecteur de l'Ouest lors de la guerre froide, les États-Unis. Or la multipolarité, de plus en plus demandée par les membres les plus divers de la communauté internationale, ne semble pas devoir être une option pour ces derniers. Et pour conserver son leadership mondial face à ceux qui pourraient s'opposer à elle, la puissance américaine use de deux armes

essentielles : soit favoriser leur fractionnement, si possible en unités potentiellement conflictuelles, comme ce fut le cas dans l'Europe balkanique ou comme ce peut l'être au Proche-Orient ; soit mettre en place une stratégie du confinement, à l'œuvre face à la Russie en Europe et en Asie ou face à la Chine dans le Pacifique.

En Europe, le bras armé de cette politique américaine, intervenant d'ailleurs tant pour la fragmentation que pour le confinement, et dépassant pour cela en tant que de besoin les buts pourtant uniquement défensifs de sa charte constitutive, est l'OTAN. Or malgré quelques tentatives vite avortées pour créer une véritable Europe de la défense, on sait que les traités européens continuent de confier la défense de l'Union à cette organisation, dans laquelle il serait très difficile de nier le rôle majeur joué par Washington. Traiter avec l'Union, c'est donc traiter avec une structure directement liée aux États-Unis dans un domaine essentiel. C'est pourquoi la mise en place de liens renforcés avec un pays qui, naguère, faisait partie de l'URSS, un pays qui, historiquement, a des liens très forts avec la Russie, ne pouvait être perçue comme anodine par le pouvoir russe. En l'état actuel des choses, les réserves de la Russie, face à une politique qui se traduit dans les faits par une stratégie de confinement, qualifiée par euphémisme d'inamicale, semblent plutôt légitimes. Si, demain, le Pacte de Varsovie se recréait, et que l'Allemagne annonce son adhésion, la France, à l'exception bien sûr de ses marxistes nostalgiques, y verrait peut-être quelques motifs d'insatisfaction.

Les choses auraient sans doute pu être différentes si l'Union européenne avait assumé de définir une politique de puissance commune à ses seuls membres au lieu de laisser la porte ouverte à l'expression d'intérêts étrangers sur son sol - l'actuelle négociation d'un traité de libre-échange entre États-Unis et Union ajoutant d'ailleurs le volet économique aux autres. Les intérêts des États-Unis, de la Chine, de la Russie ou de la Patagonie peuvent, selon les cas, être identiques aux siens ou terriblement dissemblables, et l'Europe ne peut prétendre développer une politique indépendante à l'égard de ses divers interlocuteurs en se liant en même temps les mains dans les domaines clefs de la diplomatie et de la défense. Quant à la prise en compte des intérêts de ses États membres, la palinodie de la France, soumise à la pression conjointe des USA et de l'OTAN, et devant finalement accepter de renier ses engagements et de suspendre la livraison de ses BPC Mistral à la Russie, montre combien elle est secondaire...

Ce que révèle donc la crise ukrainienne, c'est l'impuissance de l'Union européenne à donner un visage à l'Europe des nations. Loin de le permettre, son travail de négation des identités étatiques nationales et de dénigrement de son histoire commune au profit d'un projet imposé en novlangue à ses peuples par une caste persuadée d'être radicalement « moderne » ne fait que faciliter le jeu d'intérêts étrangers qui ne sont pas les siens.

IRAK-SYRIE : LES CONSÉQUENCES D'UNE POLITIQUE DE GRIBOUILLE

Le président des États-Unis et les dirigeants des nations de l'Union européenne se lamentent sur la situation en Irak et en Syrie. Ils déplorent la montée en puissance de mouvements sectaires extrémistes, invoquant la religion d'une façon délirante, dont les excès réels ou supposés sont naturellement insupportables.

Ces excès tombent à point nommé pour donner du grain à moudre aux nouveaux islamophobes anti-arabes et anti-sunnites, qui ont trouvé, avec une vision binaire caricaturale du rapport Occident-Orient musulman, une nouvelle marotte en ressuscitant les vieilles idéologies atlantistes de la IV^e République pour prôner la liquidation de la politique arabe de la France, ranger l'État d'Israël au rang d'allié au sein d'un fantasmagorique camp « occidental » et faire les yeux doux à l'Iran des mollahs chiïtes dont les valises de dollars et le miroitement de contrats, tout aussi incertains que la modération du régime, arrivent à faire des miracles. Comme tout ce qui est excessif est insignifiant, les errements de quelques nouveaux adeptes de l'idéologie du choc des civilisations – devenue l'idée forte de la diplomatie états-unienne après l'effondrement du bloc communiste – n'ont que peu d'intérêt. Ce qui est plus grave est que très peu de responsables occidentaux – aux États-Unis ou dans les pays européens – s'interrogent sur les causes des désordres au Proche-Orient. Or, ne pas analyser les causes, c'est se condamner à continuer à mener cette politique de Gribouille, connue sous le nom de « chaos constructif », initiée par les États-Unis depuis le début des années 1990 et, plus particulièrement l'invasion de l'Irak en 2003.

En effet, pour ce qui concerne l'Irak mais aussi toute la stabilité régionale, est-il besoin de répéter que la cause principale de l'anarchie régnant dans ce malheureux pays est le résultat de la guerre de destruction menée par Washington à partir de 1991 ? Après un embargo qui a provoqué la mort d'un million d'Irakiens, entre 1991 et 2003, et considérablement affaibli cette nation qui était naguère l'une des plus dynamiques et les plus modernes du monde arabe, l'invasion de mars 2003 a précipité la chute de l'État baasiste pour installer au pouvoir des chefs de bandes sectaires à la solde de l'Iran, arrivés dans les fourgons de l'armée états-unienne. Ce qu'avait prédit la France, qui a lutté de toutes ses forces pour éviter ce scénario, n'a pas tardé à devenir réalité : la guerre – et ses suites – a causé la mort de plusieurs centaines de milliers d'Irakiens (selon la revue *The Lancet*) tandis que la chute du président Saddam Hussein a conduit au chaos, à l'instrumentalisation de l'extrémisme confessionnels dans un pays qui est une mosaïque ethnico-religieuse, à la dégradation des conditions de vie des plus faibles et à une quasi-partition au profit des groupes kurdes, vieux complices des États-Unis et d'Israël, d'une part, et des milices chiïtes pro-iraniennes appuyés par des dizaines de milliers de pasdarans iraniens, d'autre part. Du coup, les visées hégémoniques de l'Iran contre ses voisins arabes se sont réveillées aussi bien dans le Golfe arabe (Bahreïn, Arabie Saoudite, Koweït, Émirats Arabes Unis) qu'au Levant, où Téhéran met tout en œuvre pour sauver le régime de Damas qui lui est indéfectiblement lié en raison du fait qu'il a constamment pris le parti de Téhéran contre les Arabes et que la minorité alaouite (7 %), dont la famille Assad est issue, est considérée comme une secte chiïte.

En Syrie, le double-jeu états-unien s'est surpassé. C'est ce que François Hollande rappelait, à mots couverts, le jeudi 28 août 2014 lors de la conférence annuelle des ambassadeurs. Le chef de l'État français a affirmé que le régime d'Assad ne peut pas être un partenaire de la lutte

contre le terrorisme, car « c'est l'allié objectif des jihadistes ». De fait, la France – qui connaît bien tous les aspects pernicioeux du régime syrien pour le combattre depuis 1976 – ne peut aujourd'hui que déplorer que les États-Unis se soient opposés en 2011 à aider le peuple syrien lors de sa révolte contre le régime qui impose sa tyrannie sectaire et sanguinaire depuis plus de quarante ans. La politique américaine a, une fois de plus, pris le parti du régime de Damas, cet ancien comparse vanté par Kissinger comme un modèle de sagesse et de réalisme ! Il y a encore un an, en août 2013, l'utilisation avérée d'armes chimiques contre son peuple par le régime syrien, aurait pu conduire à une intervention qui fut finalement écartée à la suite d'un marché de dupes portant sur le « démantèlement de l'arsenal chimique » du régime. Assad était sauvé : il pouvait continuer à tuer en y mettant un minimum de forme.

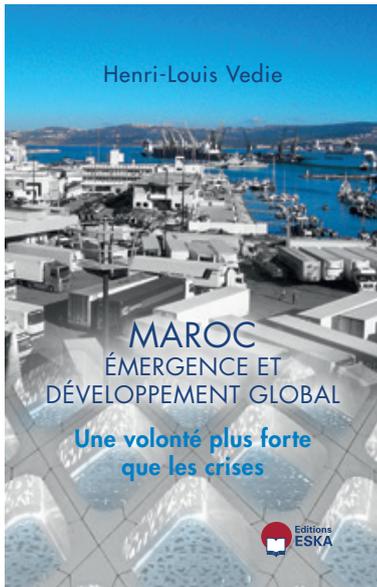
Le temps gagné a été bien utilisé par le régime syrien. Outre l'aide massive apportée par l'Iran et sa milice libanaise du Hezbollah, le régime a eu recours à l'un de ses habituels tours de passe-passe en instrumentant des réseaux terroristes que cet État voyou contrôle et, souvent parraine (par exemple le FPLP-CG d'Ahmed Jibril), depuis des lustres (souvenons-nous de l'assassinat de l'ambassadeur de France Éric Delamare, des attentats contre les forces françaises et américaines à Beyrouth, des explosions à Paris, des innombrables meurtres commis au Liban...) et en libérant de prison, dès la fin du printemps 2011, des centaines d'extrémistes qui allèrent rejoindre, avec la bénédiction du régime, des organisations prétendument « islamistes » qui affaiblirent la rébellion modérée prise en étau entre le régime et ses soutiens iraniens et des groupes radicaux au sein desquels allait prendre le dessus l'État islamique en Irak et au Levant (EI). C'est ce qui permettra au ministre des Affaires étrangères français Laurent Fabius de déclarer au début 2014 : « Il existe une alliance objective entre Bachar el Assad et les terroristes... C'est le revers et l'avers d'une même médaille ». Pour sa part, la résistance syrienne constate que l'EI est la conséquence de l'inaction occidentale en Syrie et le fruit du régime syrien.

C'est dans ce contexte que l'EI, devenu un « califat » autoproclamé, qui avait conquis des positions à l'est de la Syrie, lança le 9 juin une offensive à l'ouest de l'Irak où il mit en déroute les forces du régime de Bagdad particulièrement détesté dans ces régions sunnites. Le 8 août, Obama ordonnait de bombarder les prétendus « jihadistes » en Irak et livrer des armes aux milices kurdes. Immédiatement, le régime de Damas se dit prêt à coopérer avec Washington et le régime iranien proposa ses services. La boucle était bouclée, la politique de Gribouille des États-Unis aura fini par renforcer Assad et faire oublier la menace iranienne. La nation arabe, à commencer par les pays du Golfe, est menacée de toute part. Mais peut-être était-ce précisément l'objectif recherché... C'est pourquoi, il n'est pas exact de parler de renversement de la politique des États-Unis puisque celle-ci a toujours été anti-arabe dans la perspective d'un « nouveau Moyen-Orient ». Raison de plus pour que la France ne perde pas ses repères traditionnels, reste clairement fidèle à la ligne d'une politique arabe qui est l'un des grands atouts de sa diplomatie et, par conséquent, renforce sa coopération avec ses alliés arabes, en particulier l'Arabie saoudite, Bahreïn et les Émirats Arabes Unis au Machrek.

Charles Saint-Prot

Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques

MAROC : ÉMERGENCE ET DÉVELOPPEMENT GLOBAL



Henri-Louis Védie

Le 30 juillet 2014, le Maroc a célébré le 15^e anniversaire du règne du Roi Mohammed VI. Les quinze premières années du règne sont marquées par une modernisation profonde du pays dans le respect de ses traditions et de son identité. Sous l'impulsion volontariste du Souverain, dans le contexte des crises régionales, le Royaume a tenu le cap d'un projet global ayant pour objectif le développement politique,

social, économique et une diplomatie dynamique et ambitieuse.

Dans un discours à la Nation, le 20 août, le Roi a affirmé que le modèle marocain de développement a atteint un niveau de maturité qui l'habilite à faire une entrée définitive et méritée dans le concert des pays émergents. En effet, l'économie marocaine est devenue non seulement une économie émergente, mais également une économie résiliente. Tous ceux qui visitent

le Royaume peuvent témoigner d'un chantier permanent et de résultats considérables. Pareil résultat n'est pas le fruit du hasard ou un don de la nature. À la différence de pays voisins, l'économie du pays n'est pas une économie de rente, il a fallu innover et voir à long terme. Initiateur de tous les grands projets, d'une hardie politique de grands travaux et d'une ouverture sur les marchés mondiaux, en particulier du marché africain, le Roi a engagé le Maroc sur la voie de la modernité. Cette modernité s'inscrit désormais dans le cadre du développement global, faisant du développement humain un chantier prioritaire et du développement durable une ardente obligation. En pointe dans de nombreux secteurs (aéronautique, automobile, pharmacie, nouvelles technologies), le Maroc a également fait le choix d'investir dans les énergies renouvelables (éolienne, solaire), ce qui devrait conduire le pays à exporter de l'énergie propre à destination de l'Europe.

Dans un ouvrage très documenté, « Maroc : Émergence et Développement global » publié par les éditions Eska à Paris, Henri-Louis Védie, professeur émérite du groupe HEC (Paris) et spécialiste de l'économie du Maroc, démontre que la volonté aura été plus forte que les crises au point de faire du Royaume chérifien l'un des rares pays arabes en progrès constants. Donc un pays en bonne marche : c'est encore cela l'exception marocaine !

Zeina el Tibi

Présidente de l'Observatoire d'études géopolitiques

COLLOQUE INTERNATIONAL AFACOM-ISESCO

Séance inaugurale

Sénateur François Grosdidier ; Zeina el Tibi, présidente Afacom ; Dr Abdulaziz Othman Altwajiri, Directeur général de l'ISESCO ; Mme Bahia HARIRI, Ambassadrice de bonne volonté UNESCO, parlementaire libanaise ; Nicole Ameline, parlementaire française, Présidente de CEDAW ; Irina Bokova Directrice générale de l'UNESCO (sr).

Séance I Rôle de la femme dans les échanges sociaux et culturels

Modération : Olfa Guedara, journaliste, Afacom, Tunisie
- *Parallèle entre l'Europe et les pays sud-méditerranéens : décalage ou complémentarité ?* Mme Elza Pais, Députée, Présidente de la sous-commission de l'égalité, Portugal.
- *Rôle de la femme dans l'éducation et la transmission des valeurs (famille et vie sociale) :* Marwa el Sahn, Bibliothèque d'Alexandrie, Egypte.
- *Les Marocains du Monde et les valeurs partagées – Exemple des MRE :* Asma Chraïbi, journaliste, consultante, Maroc.
- *Les femmes et le patrimoine :* Noha Rashmawi, Afacom, Palestine.
- *Dialogue des valeurs religieuses :* Mme Elham Kallab, professeur d'université, Liban.
- *La voix des femmes à travers le cinéma méditerranéen :* Houda Ibrahim, journaliste, Liban.
- *Les femmes, les médias et le dialogue :* Isabelle Mourgère, TV5 Monde (à confirmer)

Séance II Rôle de la femme dans les échanges politiques

Modération : Professeur Thierry Rambaud, Université Paris Descartes, Sciences Po Paris, OEG
- *Droits de l'homme et droits de la femme : parallèle entre les pays du sud et les droits en Europe :* Marietta Karamanli, député, France, Grèce
- *Les femmes et le dialogue des civilisations :* Myra Daridan Mahdy chercheur, France et Egypte.
- *Femmes et économie :* Cléopâtre Lorintiu productrice de télévision, écrivain, analyste politique internationale, Roumanie.
- *Coopération politique Nord/ Sud, les relations avec les pays du Maghreb :* Annemie Neyts-Uyttebroeck, député belge au Parlement européen, Belgique.
- *Voix de femme dans le dialogue Nord-Sud :* Karima Benyaich, ambassadeur du Royaume du Maroc, présidente de Voix de femme en Méditerranée.

Conclusions

Zeina el Tibi Afacom-OEG / Jean-Marie Heydt, président ONGI du Conseil de l'Europe

Renseignements : afacominfo.wordpress.com

Le dialogue euro-méditerranéen au féminin

Le 7 octobre 2014

Sénat- Salle Monnerville

26 rue de Vaugirard - 75006 PARIS

ACTIVITÉS OEG

22 JUILLET: Charles Saint-Prot face à G.W. Goldnadel sur l'offensive israélienne à Gaza.



22 JUILLET: Charles Saint-Prot: La monarchie, une chance pour le Maroc.

www.etudes-geopolitiques.com/la-monarchie-une-chance-pour-le-maroc

AOÛT: Interview de Christophe Boutin dans le hors-série du *Matin* consacré au 15^e anniversaire du règne de Mohammed VI.

www.etudes-geopolitiques.com/sites/default/files/pdf/-Boutin_hors_serie_fete_du_trone_Le_Matin.pdf

21 AOÛT: Interview de Charles Saint-Prot sur *France 24* à propos des assassinats de dirigeants du Hamas à Gaza.

29 AOÛT: Analyse: La francophonie projet d'avenir, à propos du rapport Attali.

<http://theatrum-belli.org/la-francophonie-projet-davenir>

3 SEPTEMBRE: Charles Saint-Prot et une délégation de l'OEG ont assisté au déjeuner offert en l'honneur de SAR le Prince Salman Ibn Abdalaziz el Saoud, Prince Héritier et ministre de la Défense du Royaume d'Arabie saoudite, à l'occasion de sa visite en France.



A VENIR

17 SEPTEMBRE 2014:

CONFÉRENCE À LA CPI DE LA HAYE

Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, donne une conférence à la Cour pénale internationale sur « les problématiques du *djihadisme* et du terrorisme *islamiste* ».

18 AU 19 SEPTEMBRE 2014:

RENCONTRE À BRUXELLES

Charles Saint-Prot se rend à Bruxelles pour diverses rencontres avec les partenaires de l'OEG et au Parlement européen.

OCTOBRE 2014: DAKAR

Christophe Boutin et Charles Saint-Prot se rendent à Dakar pour la fondation de l'institut africain de géopolitiques.

7 OCTOBRE: COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE DIALOGUE EURO-MÉDITERRANÉEN AU FÉMININ

L'Observatoire d'études géopolitiques est partenaire du colloque international organisé par l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication le 7 octobre au Sénat à Paris.

Retrouvez l'agenda et le détail des activités (photos, vidéos, etc.) dans la rubrique « activités » du site de l'OEG
www.etudes-geopolitiques.com
Suivez-nous sur twitter :
twitter.com/Obsetudesgeopo



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à **Paris**, un bureau à **Beyrouth** pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Dakar, à Rabat et à Bruxelles, et des correspondants sur les cinq continents.

Directeur : Charles Saint-Prot

Présidente déléguée : Zeina el Tibi

Direction des programmes : Christophe Boutin

Direction des études : Professeurs Thierry Rambaud et Frédéric Rouvillois

Conseil scientifique :

Professeur Ahmed Bouachik
professeur à l'université Mohammed V de Rabat et à l'ENA du Maroc

Professeur Christophe Boutin
professeur agrégé des universités

Professeur Jean-Yves de Cara
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Dr François-Bernard Huyghe
docteur en science politique (hdr), enseignant à l'École de guerre économique

Professeur Edmond Jouve
professeur émérite des Universités

Doyen Oussama Nabil Ali
professeur à l'université al Azhar du Caire

Professeur Pierre Pascallon
professeur agrégé des Universités à l'université de Clermont-Ferrand

Doyen Jean-François Poli
Université de Corse

Professeur Thierry Rambaud
professeur agrégé des universités

Professeur Frédéric Rouvillois
professeur agrégé de droit public, à la Faculté de droit Paris Descartes

Christian Vallar
professeur agrégé des universités, doyen de la faculté de droit et de science politique de Nice

Professeur Henri Védie
économiste, Groupe HEC

Siège de l'OEG

14 avenue d'Eylau
75016 Paris

T. +33 (0)1 77 72 64 27 et 28

F. : +33 (0)1 77 72 64 29

etudesgeo@yahoo.com

www.etudes-geopolitiques.com

Secrétariat :

du lundi au vendredi de 9h30 à 18 h

Bulletin de l'OEG

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187